

Intox. Mirages et recyclages de la Macron-économie

Moderne? Pas vraiment. Libéral, assurément, sans même se dissimuler sous le vernis pseudo-social du hollandisme. L'économiste Michel Husson nous invite à ne pas nous laisser berner par le programme du candidat Macron, quelles que soient les avancées sociales qu'il ose faire miroiter.

Imaginons que pour son passage à « l'Émission politique », sur France 2, Emmanuel Macron ait invité un échantillon de ses soutiens, plutôt qu'une brochette de candidats aux législatives. On aurait pu voir, alignés derrière lui, Alain Minc, Jacques Attali, Robert Hue, Alain Madelin, François Bayrou, Daniel Cohn-Bendit, Manuel Valls, Bernard Kouchner, Philippe Douste-Blazy, Jean Arthuis, etc. Cet étrange équipage aurait évidemment pulvérisé l'image moderniste que Macron veut se donner.

On sait pourtant ce qu'a fait Macron au gouvernement : il a directement inspiré plusieurs lois de « modernisation » dont la loi travail et le Cice. Mais il faut aussi se rappeler ses sorties contre les 35 heures, contre le statut de la fonction publique, et on ne devrait pas oublier ses formules provocatrices : « La meilleure façon de se payer un costard, c'est de travailler (...). Bien souvent, la vie d'un entrepreneur est bien plus dure que celle d'un salarié, il ne faut pas l'oublier (...). Il faut des jeunes Français qui aient envie de devenir milliardaires. »

Ce florilège devrait suffire à situer Macron. Si son programme s'inscrit en grande partie dans la continuité des gouvernements de François Hollande, sa « marche » l'emmène vers une rupture franche avec le social-libéralisme et le passage à un pur libéralisme affirmé mais habillé de présentations trompeuses.

Prenons deux exemples : le chômage et les retraites. Dans les deux cas, Macron fait miroiter des arguments de justice, voire d'égalité. L'assurance-chômage deviendrait universelle, ouverte aux tra-



Censée lever les freins à l'embauche et créer 22 000 emplois, la libéralisation des lignes de bus voulue par Macron a mené tout le secteur dans le mur.

Au volant du «dépassement» des clivages, le pilote des réformes exigées par la Commission européenne...

vailleurs indépendants et aux salariés démissionnaires. Quant aux régimes de retraite, ils devraient être harmonisés selon le principe : « pour chaque euro cotisé, le même droit à pension pour tous », sans même avoir besoin de modifier l'âge de départ à la retraite.

REPÈRES

Au programme d'Emmanuel Macron. Sur cinq ans :

60 milliards d'euros de baisse des dépenses publiques,

120 000 postes de fonctionnaires supprimés.

Ces propositions peuvent séduire. Mais, si on gratte un peu, on s'aperçoit qu'elles sont un moyen détourné de mettre en place les fameuses « réformes structurelles » chères à la Commission européenne. Macron propose en effet de changer le mode de financement du chômage en basculant les cotisations sociales salariées vers la CSG. Cette fiscalisation équivaldrait à une nationalisation de l'Unedic, où les syndicats n'auraient plus de raison d'être représentés et perdraient tout droit de regard. Il serait alors plus facile de baisser le niveau des allocations au gré des contraintes budgétaires et de réduire la durée d'indemnisation.

Sous prétexte d'harmonisation des pensions, Macron introduit un système de « comptes notionnels » équivalant en gros à celui par points des retraites complémentaires. Le principe est que les cotisations sont fixées tandis que le niveau de la pension versée dépend de l'âge de départ individuel à la retraite, mais aussi de la conjoncture et des évolutions démographiques. Ce principe de justice n'est qu'apparent puisqu'il peut difficilement prendre en compte les différences de déroulements des carrières mais aussi d'espérances de vie. Ce type de système vise en réalité à définir une enveloppe globale à répartir entre les retraités, quitte à faire décrocher les pensions.

On pourrait continuer longtemps : le Cice serait pérennisé sous forme d'une baisse de cotisations sociales, les heures supplémentaires seraient à nouveau exonérées de

manière à bien contourner la durée légale du travail, l'ISF serait réduit au seul patrimoine immobilier, etc.

Il y a dans ce programme une cohérence « schumpeterienne » (vive la destruction créatrice !), comme le résume l'économiste Patrick Artus (« l'Opinion », 11 avril 2017) : « Macron pense qu'en France on empêche les mauvais emplois de se transformer en bons emplois. Il faut donc lever les obstacles : les barrières à l'entrée, les rentes, la fiscalité qui décourage l'investissement. » C'est bien ce que dit le programme de Macron : il faut « simplifier le droit » et « lever les freins à l'embauche ». La loi travail devra donc être approfondie, par ordonnances s'il le faut, pour que prospèrent les start-up, Uber et compagnie. Bref, un programme libéral où le social n'est que poudre aux yeux. ★

MICHEL HUSSON

Pour aller plus loin, voir sur le site des Économistes atterrés (atterres.org) la note « En marche arrière » et les échanges avec deux économistes « macroniens ». Et sur : portail.hussonet.free.fr